



30.06.2021 11:47:59 SDA 0077bsf

Suisse / Bruxelles (ats)

Politique, Diplomatie, Gouvernement, Traités et organisations internationales, 11099100, Science et technologie, 11099000

Lettre ouverte sur Horizon Europe: de plus en plus de signatures

Le nombre d'institutions et de réseaux de recherche qui demandent que la Suisse participe au programme de recherche européen Horizon Europe ne cesse de croître: plus de 30 institutions ont signé une lettre ouverte à cet effet.

Il est important de "poursuivre la coopération établie de longue date et mutuellement bénéfique entre l'UE et la Suisse dans le domaine de la recherche et de l'innovation", indique la lettre.

La rétrogradation de la Suisse au rang de pays tiers "entraînerait des pertes pour les deux parties, compromettrait la réussite de la coopération dans des domaines stratégiques et affaiblirait l'espace européen de la recherche dans son ensemble", poursuit la missive.

Parmi les signataires de cette lettre ouverte figurent notamment la Société Max-Planck, le Fonds national de la recherche du Luxembourg et l'Association européenne des universités. Le Conseil suisse de la science a pris l'initiative de la démarche.

Dix-huit pays en bénéficiaire

On sait depuis la mi-juin que l'UE règle la participation de certains pays tiers à son programme de recherche au moyen d'accords transitoires, car les négociations sur leur association n'ont pas encore abouti.

Actuellement, 18 pays bénéficient de ces accords transitoires, dont l'Albanie, le Maroc, la Turquie et le Royaume-Uni.

Mais pas la Suisse, selon un document de la Commission européenne. "Les entités juridiques de la Suisse ne sont actuellement pas couvertes par les accords transitoires", précise le document. Motif: l'échec de l'accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'UE et les paiements de cohésion en suspens.

Pour une association complète

Selon le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), la Suisse s'efforce toujours d'être pleinement associée à Horizon Europe. Entre-temps, la Confédération intervient afin de combler le déficit de financement actuel.

Selon le SEFRI, les chercheurs de pays tiers, comme la Suisse maintenant, peuvent également participer à certains programmes et initiatives d'Horizon Europe. En règle générale, ils ne reçoivent toutefois pas de financement de Bruxelles pour leurs coûts. Dans ce cas, le financement est assuré par la Confédération.

Le ministre de l'éducation Guy Parmelin a confirmé dans une interview à "Schweiz am Wochenende" que six milliards de francs sont disponibles à cet effet.